

15 M\$ pour la sécurité publique en 2025

Québec comptera 101 nouveaux policiers et 72 nouveaux pompiers d'ici 2026, une hausse record en 25 ans

Le Journal de Québec · 20 nov. 2024 · 11 · STÉPHANIE MARTIN

La Ville de Québec procède au plus gros investissement des 25 dernières années en sécurité publique, soit 15 millions \$ dès 2025 et davantage en 2026, pour l'ajout d'une centaine de nouveaux policiers, de 72 pompiers et d'équipements.



L'administration Marchand en a fait l'annonce hier, en conférence de presse. « C'est la plus importante hausse d'effectifs en sécurité publique en 25 ans à Québec », a affirmé le maire. L'administration Marchand injectera 6 M\$ pour ajouter 51 policiers en 2025. Des fonds seront aussi ajoutés pour en embaucher 50 autres en 2026. Du côté du Service de protection contre l'incendie de Québec (SPCIQ), ce sont 35 nouveaux pompiers qui viendront gonfler les rangs en 2025, au coût de 3,8 M\$. Trente-sept pompiers supplémentaires s'ajouteront en 2026.

BONIFICATIONS AUSSI EN 2026

En plus, dès 2025, 5 M\$ seront investis en nouveaux équipements pour les deux services. Pour le budget 2026, les sommes ne sont pas encore connues, mais il est logique de penser qu'elles seront équivalentes.

Cela permettra au Service de police de la Ville de Québec de bonifier ses équipes de prévention et de renseignement, pour lutter contre la violence armée. « Cela va améliorer notre capacité et notre agilité pour agir en amont et désamorcer les problématiques avant qu'elles ne s'aggravent et aussi enlever une pression sur les équipes actuelles », a commenté le chef de police, Denis Turcotte. Un nouveau module pour contrer la violence urbaine sera créé dans les prochains mois.

Du côté des pompiers, cela permettra de faire face aux normes plus rigoureuses en matière de couverture incendie et à l'augmentation de la population. Le SPCIQ doit maintenant couvrir 100 % du périmètre urbain, une proportion qui était de 79 % il y a quelques années à peine. Il doit aussi composer avec de nouvelles exigences pour prévenir les cancers chez les pompiers.

PRIORITÉ POUR LE MAIRE

Pour le maire, c'est un signal clair que la sécurité publique sera une « priorité » au prochain budget. Ces investissements représentent 1 % du taux de taxation du prochain budget, a-t-il souligné. « C'est un effort budgétaire important. [...] C'est un effort qu'on trouve nécessaire. » La Ville aurait aimé que le gouvernement du Québec contribue à ces investissements, mais la réponse est demeurée négative, a confirmé Bruno Marchand. C'est donc la municipalité qui les assume en totalité.

En tout, les ajouts viendront bonifier de 10 % les effectifs des deux corps de métier.

**Conserver ce document****Le document sera conservé dans votre Espace membre**

Le document sera sauvegardé sous le titre ci-dessous:

La Ville de Québec procèdera à sa plus importante hausse d'effectifs en 25 ans

SÉCURITÉ PUBLIQUE

La Ville de Québec procèdera à sa plus importante hausse d'effectifs en 25 ans**20 novembre 2024**

La Ville de Québec renforce son engagement envers la sécurité publique en annonçant qu'elle va proposer, dans le cadre du processus budgétaire 2025 prévu au début décembre, un ajout de 86 nouvelles ressources pour 2025 ainsi que 87 ressources supplémentaires en 2026, pour un total de 173 nouveaux postes sur deux ans. Cet ajout d'effectifs représenterait la plus importante hausse d'effectifs en ce qui a trait à la Sécurité publique en 25 ans.

Ces ajouts se détailleront comme suit :

- SPVQ :
 - 51 nouvelles ressources supplémentaires dès 2025 et 50 ressources additionnelles en 2026, ce qui représente un renforcement stratégique pour continuer d'assurer la sécurité des citoyens.
- SPCIQ :
 - 35 nouveaux effectifs en 2025 et 37 effectifs supplémentaires en 2026, une mesure essentielle pour répondre aux besoins du futur Schéma de couverture de risques en incendie, un plan ambitieux et nécessaire.

Ces ressources additionnelles permettront d'assurer une réponse encore plus efficace aux besoins de la population et de relever les défis croissants de sécurité sur le territoire.

Les ajouts policiers visent à améliorer les capacités notamment en matière de prévention et de renseignements, contribuant ainsi à anticiper et prévenir les actes de criminalité en évolution dans la région. Québec demeure une ville sécuritaire, et ce nouveau personnel vise à renforcer encore davantage le sentiment de sécurité chez les citoyens tout en allégeant la pression sur les équipes en place.

« Je suis fier d'annoncer qu'il s'agit de la plus grande vague d'embauche au SPVQ depuis 25 ans. Un geste fort pour renforcer la sécurité partout sur le territoire de la Ville de Québec » a déclaré Bruno Marchand, maire de la Ville de Québec.

Du côté du Service de protection contre l'incendie de Québec (SPCIQ), cette augmentation d'effectifs s'inscrit dans les objectifs du Schéma de couverture de risques en incendie et démontre la volonté de la Ville d'offrir une réponse optimale aux situations d'urgence.

« À la Ville de Québec, la sécurité publique est au cœur de nos actions et décisions. Il s'agit d'une priorité non négociable. Ce renforcement des effectifs représente un effort budgétaire important qui reflète notre engagement indéfectible envers le bien-être et la sécurité de notre communauté et envers les acteurs de la sécurité publique de la Ville » a renchéri Bruno Marchand.

Ces 173 nouveaux effectifs s'inscrivent dans une vision proactive et responsable de la Ville de Québec en matière de sécurité. Par cette initiative, la Ville réitère sa volonté de faire face aux défis d'aujourd'hui et de demain.

Pour plus d'information



Ville de Québec

2, rue des Jardins, H.V.

Québec Québec

Canada G1R 4S9

🌐 www.ville.quebec.qc.ca

Marchand croit à une entente imminente

Un accord sur le tramway d'ici le 15 décembre, dit-il

Le Journal de Québec · 20 nov. 2024 · 8 · TAÏEB MOALLA

À moins d'un mois de l'échéance du 15 décembre, Bruno Marchand, maire de Québec, s'est dit « très confiant » de voir le gouvernement Legault et la Caisse de dépôt et placement du Québec Infra (CDPQI) conclure bientôt une entente définitive sur le tramway de Québec.



« Ça va être le 15 décembre ou avant. À la lumière de comment ça va, la réponse est oui. Quand on regarde la tendance, la réponse est oui. Ça va bien. Il y a une volonté des parties », a répondu le maire de Québec, hier, dans un impromptu de presse précédant le conseil municipal. Ce dernier était interrogé quant à la probabilité d'une annonce imminente d'une entente finale sur le tramway.

« ÇA AVANCE BIEN »

« LE TRAFIC EST LÀ POUR RESTER. PIRE QUE ÇA, IL VA MÊME AUGMENTER PARCE QU'IL Y A PLUS DE GENS QUI VEULENT S'ÉTABLIR À QUÉBEC ET PARCE QU'ON EST UNE RÉGION ATTRACTIVE. »

– Bruno Marchand, maire de Québec

« On est trois grands partenaires. Je ne peux pas m'engager pour eux. Mais, présentement, ils sont engagés. Ils le veulent et ça avance bien pour respecter l'échéance mise en place par la ministre [Geneviève Guilbault] », a-t-il affirmé.

Le 9 octobre, le gouvernement du Québec et CDPQI ont signé une préentente pour la réalisation d'une ligne de tramway de 19 km, entre Le Gendre et Charlesbourg. Une entente définitive entre les parties doit toutefois être paraphée d'ici le 15 décembre. En juin, CDPQI avait évalué le coût de cette ligne de tramway à 5,27 G\$.

LUTTE À LA CONGESTION

Lors de ce même point de presse, M. Marchand a brandi la page couverture de l'édition de lundi du Journal, consacrée à la congestion routière qui est là pour rester.

Le maire a voulu réitérer son message sur l'importance de permettre aux citoyens d'avoir différents choix de mobilité pour pouvoir lutter efficacement contre les effets néfastes du trafic. « Le trafic est là pour rester. Pire que ça, il va même augmenter parce qu'il y a plus de gens qui veulent s'établir à Québec et parce qu'on est une région attractive. Je veux faire la guerre à la congestion. Pour ça, ça suppose d'offrir des moyens de transport à des gens », a-t-il laissé tomber.

Bruno Marchand a de nouveau lancé un appel au gouvernement pour « investir plus dans le transport collectif » et pour l'aider à mettre en place un ensemble de mesures comme de nouveaux services de bus en banlieue, les Flexibus ou le vélopartage.

Tensions autour du centre de curling à 39,5 millions \$

Le Journal de Québec · 20 nov. 2024 · 4 · STÉPHANIE MARTIN

Talonné par l'opposition qui trouve que le centre de curling à 39,5 M\$ est une « crosse » et coûte trop cher, le maire Bruno Marchand a refusé de le réduire et tient aux 115 M\$ de retombées des Jeux du Canada.

Le projet lancé la semaine dernière, qui sera entièrement financé par la Ville, a alimenté les tensions en marge du conseil municipal.

Le chef de l'opposition officielle, Claude Villeneuve, a lancé le bal.

Selon lui, « pour le seul curling, c'est une facture importante », d'autant plus que la Ville le construit dans l'optique des Jeux du Canada, mais n'a pas eu préalablement de garantie d'obtenir des fonds des gouvernements supérieurs, dit-il. Ce qui équivaut, selon lui, à avoir « le couteau sur la gorge ».

« Pourquoi c'est la Ville de Québec qui devrait assumer le risque seule ? a-t-il pesté. C'est une crosse, cette histoire-là, si on est tout seuls à devoir assumer le risque. »

PERDRE LES JEUX ?

Le chef de l'opposition presse le maire de réclamer d'autres subventions ou sinon de réduire la portée du projet. Quitte à perdre les Jeux du Canada, qui doivent se tenir en 2027. « Je suis prêt à prendre le risque. »

Il aurait aussi voulu que d'autres sports, comme la pétanque et le pickleball, s'y retrouvent. Or, le maire Marchand maintient son engagement. « On ne réduira pas la portée. »

Il affirme de son côté que l'administration précédente avait « renié » sa promesse de doter les amateurs de curling d'un centre neuf et que « ce qu'ils ont fait avant sur le pickleball, c'est nul ».

Il rappelle que les Jeux doivent apporter des retombées économiques de 115 M\$ dans la région. De plus, a-t-il souligné, la portée du projet, avec ses huit allées, a été analysée non pas en réponse à une exigence des Jeux, mais bien en fonction des besoins des clubs présents sur le territoire.

« Vous enlevez les Jeux du Canada demain matin, on le fait pareil, a soutenu M. Marchand. Parce que ça met en mouvement des jeunes et des moins jeunes qui pratiquent un sport et qui sont dans des conditions misérables présentement. »

FINANCEMENT FÉDÉRAL

Le conseiller membre de l'exécutif responsable des sports, Jean-françois Gosselin, a de son côté ouvert la porte à une demande de financement fédéral.

« J'ai demandé de voir s'il existait des programmes au fédéral. Si jamais c'est le cas, nous pourrions déposer une demande. Pour l'instant, nous finançons le projet avec le budget de la Ville ainsi que les contributions des deux clubs d'une valeur estimée de 6 M\$. »

Villeneuve dénonce « l'arrogance » des gestionnaires

Le Journal de Québec · 20 nov. 2024 · 10 · TAÏEB MOALLA

Le chef de l'opposition municipale, Claude Villeneuve, a dénoncé « l'arrogance » des gestionnaires du Réseau de transport de la Capitale (RTC) qui continuent d'afficher des postes de cadres à pourvoir, alors que la Ville de Québec a pratiquement gelé ses embauches jusqu'au 31 décembre. Ces critiques ont rapidement été rejetées du revers de la main par le maire Marchand.

« On vit comme s'il n'y avait pas de lendemain au RTC [...] Dans le doute, gaz au boutte », s'est indigné M. Villeneuve, hier, en révélant que quatre postes de cadres sont affichés sur le site internet du RTC.

Ce dernier a rappelé que le ratio cadres/employés au RTC a récemment été critiqué dans un rapport d'audit des finances des sociétés de transport. Le maire lui-même n'avait pas exclu qu'un ménage soit fait à ce chapitre.

Quelques minutes après cette sortie, le maire Marchand a répliqué en affirmant que « le premier objectif est de livrer des services. Trois de ces quatre postes sont des postes de contre-maîtres [...] Si on n'est pas capables de livrer le service parce qu'on n'a pas les bonnes personnes aux bons endroits, on n'est pas plus avancés [...] Y a aucun scandale là-dedans ».

GUERRE DE CHIFFRES

D'autre part, une guerre des chiffres a opposé le maire de Québec à ses opposants de Québec d'abord et de Transition Québec (TQ).

Dans un sommaire décisionnel consacré aux finances du RTC, on lit que la taxe d'immatriculation (qui passera de 30 \$ à 90 \$ à partir du 1er janvier) permettra au transporteur de réunir 77 M\$ en quatre ans. Cela a fait dire à Claude Villeneuve et à Jackie Smith (cheffe de TQ) que l'essentiel des sommes provenant de la taxe servira à éponger le déficit anticipé du RTC au cours des prochaines années.

Là encore, Bruno Marchand a opposé un démenti ferme. Selon le maire de Québec, « plus que 50 % » des sommes issues de cette taxe, sur quatre ans, permettront d'ajouter de nouveaux services de transport en commun.

Cela dit, ce dernier n'était pas en mesure, hier, de fournir les proportions exactes des sommes qui iront pour financer de nouveaux services et celles qui permettront de combler le déficit.

COMPENSATION DU GOUVERNEMENT

D'autre part, le maire a confirmé hier que la Ville de Québec sera compensée de son manque à gagner à hauteur 1,3 M\$ par année, sur quatre ans, par le gouvernement Legault.

Cette perte venait du fait que la Ville de Lévis a récupéré, le mois dernier, l'intégralité de la taxe d'immatriculation payée par ses citoyens.